



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'Anjou

Saint-Barthélemy-D'Anjou, le 02 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue de St Martin
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : SRNT- 2025-0420-rap / 2025-343_INSP_EPC – Sèvremoine_RAP
Code AIOT : 0006301285

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Chantepie ST CRESPIN SUR MOINE 49450 Sèvremoine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Chantepie ST CRESPIN SUR MOINE 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0006301285
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement de St Crespin-sur-Moine stocke des explosifs et les éléments nécessaires à la fabrication des explosifs sur les lieux de tir.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne – existence	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Dispositions POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Stratégie d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Maîtrise du risque sur les procédures d'arrivée de camions	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Déclenchement des procédures d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	/	Sans objet
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
6	Garanties Financières	Arrêté Préfectoral du 17/02/2012, article 2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – Point 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 4 juin 2025 a consisté en une mise en situation accidentelle, préparée par avance, partant d'un début d'incendie sur le site jusqu'à une explosion. Elle avait pour but de vérifier les réflexes, moyens et procédures mis en œuvre sur le site par le personnel en cas d'accident.

Un certain nombre de points d'amélioration ont été relevés devront faire l'objet d'actions correctives par l'exploitant.

La visite d'inspection a aussi permis de vérifier les 2 points sous le coup d'une mise en demeure : la réalisation d'un audit sécurité et la réévaluation du montant des garanties financières. Au vu des réponses de l'exploitant, l'inspection des installations classées propose la levée de l'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. L'exploitant tient à jour ce plan.
Constats : Le dernier plan d'opération interne est daté de mars 2025. C'est ce document qui a servi de trame à l'inspection. Il contient les différents type de scénarios accidentels. Il contient la stratégie établie pour effectuer les premiers prélèvements environnementaux, en lien avec la convention FIR d'Air Pays de la Loire. Une remarque concerne le risque d'explosion du nitrate d'ammonium en condition dégradée qui n'est pas repris dans le document POI, alors qu'elle est étudiée dans l'EDD ; seule l'explosion dans le camion UMFE est décrite. L'exploitant complètera ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Dispositions POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]
Constats :

Pour évaluer l'organisation mise en place sur le site en situation accidentelle, il a été procédé à une mise en situation des acteurs présents, permettant le développement de l'exercice PPI organisé ce même jour.

A l'aide d'un scénario accidentel prévu à l'avance avec les services du SDIS et de la préfecture, l'inspection des installations a injecté des événements auprès du personnel présent sur site afin de simuler l'évolution de la situation.

Le déroulement des événements détaillés est présent en annexe confidentielle.

Les principaux constats lors de cet exercice sont :

- l'exploitant a eu les premiers réflexes pour tenter d'éteindre l'incendie naissant et connaissait les moyens et les emplacements des extincteurs à utiliser

- des points d'amélioration sont à prévoir sur l'utilisation de l'outil de gestion de crise utilisé (via une application dédiée) qui permet de lister les différentes actions à réaliser par le représentant du directeur des opérations interne (la personne en charge des opérations dans ces premiers instants). L'outil reprend les logigrammes et fiches du POI pour indiquer les appels à passer sur l'écran d'un smartphone, avec un raccourci direct pour passer les appels.

Sur ce point il est constaté que l'outil permet assez rapidement de passer les premiers appels, cependant l'ordre des appels présent sur l'application ne respecte pas l'ordre de la "fiche réflexes" (fiche n°8) du POI : SDIS, Préfecture, Gendarmerie, Mairie, Directeur Régional, DREAL,L'outil demande, dans les premières actions, l'appel à EDF, ça ne semble cependant pas être la priorité dans l'ordre des appels.

En outre, il manque le rappel important d'utiliser un message type à passer, le même pour tous ces premiers appels. Ce message est présent dans la partie 3 de la fiche n°8 du POI . Une remarque est que la fiche devrait préciser explicitement le fait que la société EPC est un établissement Seveso seuil haut.

L'outil demande initialement le renseignement des critères d'évaluation de la situation comme précisé dans la fiche n°8 du POI et selon les critères renseignés (victimes, risque d'aggravation, de propagation, danger potentiel d'explosion, risque chimique, maîtrise de la situation avec ou sans aide).

En fonction des réponses, les 3 cas du POI sont proposés directement : préalerte, alerte (déclenchement POI) et crise (demande déclenchement PPI).

Dans la situation proposée et en fonction des réponses de l'opérateur, c'est la demande de déclenchement du PPI qui a été indiquée par l'outil car beaucoup de critères n'étaient pas maîtrisés. Pour l'exercice, l'inspection des installations classées a demandé de revenir à une situation moins rapide et demandé que ce soit le déclenchement du POI qui soit tout d'abord déclenché pour vérifier la montée en puissance du dispositif.

Le fait d'appeler rapidement le chef du dépôt a permis une assistance pour les autres appels téléphoniques.

S'agissant d'un exercice au cours duquel l'inspection interrompait l'opérateur pour lui donner les consignes, la chronologie des appels n'est pas très significative. Il est à noter que les principaux appels ont été passés entre 7h40 et 8h25 (SDIS, Gendarmerie, Préfecture, DREAL).

Pour améliorer les temps de réaction et l'utilisation de l'outil, l'exploitant pourrait organiser des exercices plus réguliers uniquement sur la mise en situation et l'utilisation de l'outil.

- la mairie n'a pas pu être jointe car le numéro de téléphone renseigné ne correspond pas à un numéro de gestion de crise.

- l'appel aux riverains par l'automate d'appels n'a pas été lancé, mais la procédure est testée régulièrement par l'exploitant (en début de mois).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Déclenchement des procédures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
Constats : Le POI définit l'organisation et les missions des différents acteurs. Quelques points d'amélioration sont à prévoir pour consolider le dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : La zone de regroupement est décrite à la fiche 5.6 - implantation du PC dans le POI. Le détail est précisé en annexe confidentielle. Le déplacement à la localisation du PC n'a pas été joué lors de l'exercice, cependant l'inspection des installations classées estime qu'il est nécessaire que l'exploitant indique bien dans ce paragraphe qu'il doit prendre avec lui tous les éléments indispensables dans la mallette d'astreinte, car le bureau ne sera ensuite plus accessible
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

État des matières stockées-dispositions spécifiques.

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

L'état des stocks a été transmis par mail à la demande de la DREAL.

Nous avons constaté que l'état des stocks pouvait être transmis depuis un autre site d'EPC en cas d'indisponibilité de l'accès au bureau du site de St Crespin.

L'inspection des installations classées a contrôlé par sondage le respect des quantités d'explosifs présents dans les stocks. Aucun écart n'a été décelé.

Les quantités présentes dans les stocks sont conformes aux quantités maximales autorisées sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2012, article 2.3

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mars 2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

* tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;

* sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à quinze pour cent de l'indice TP 01I, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Constats :

L'exploitant avait transmis préalablement le nouveau calcul réactualisé pour le montant des garanties financières.

L'inspection des installations classées n'a pas de remarques sur ce calcul et propose que l'arrêté de mise en demeure soit levé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – Point 7

Thème(s) : Risques accidentels, Audit et revues de direction

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mars 2025

Prescription contrôlée :

[...] 7. Audits et revues de direction

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

Constats :

Un audit a été réalisé le 20 novembre 2024 sur le site de St Crespin concernant le système de gestion de la sécurité. Le compte-rendu présenté lors de l'inspection fait état des points forts et des points faibles.

Il est fait état dans les points faibles du risque lié aux détonateurs périmés, comme le constat qui avait été fait lors de l'inspection de 2024. L'exploitant indique que ce n'est pas un risque de sécurité mais un risque d'utilisation non conforme aux résultats attendus.

Il est constaté que les détonateurs ne sont plus présents dans les stocks, l'exploitant nous indique les avoir détruits en carrière (fiche de destruction en date du 28 mai 2025).

Concernant les déchets d'emballage d'explosifs (cartons non souillés) d'explosifs, l'exploitant indique avoir trouvé une filière de recyclage des cartons.

Il est constaté un point positif concernant l'organisation du stockage dans les alvéoles stockant les détonateurs.

L'inspection des installations classées propose de lever l'arrêté de mise en demeure sur le point concernant les audits obligatoires.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Maîtrise du risque sur les procédures d'arrivée de camions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 3 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, contrôle camions en entrée de site

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Constats :

Il est constaté que le personnel présent n'a pas connaissance de la procédure de contrôle des camions en entrée sur site afin de vérifier notamment qu'il n'existe pas de risque d'échauffement d'essieux d'un camion qui entrerait sur le site, qui pourrait être un événement initiateur pour un potentiel accident majeur sur le site.

L'exploitant précisera les moyens qu'il met en place afin d'éviter l'entrée d'un camion à risque potentiel d'incendie et d'éviter une erreur de livraison pour des produits ou quantité qui diffèreraient des quantités commandées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours